

Commission : Conseil Economique et Social

Question : Les terres agricoles dans le monde : quelle propriété pour quelle utilisation ?

Auteur : Bolivie

Actuellement, malgré les progrès de la technologie, la Bolivie constate qu'une grande partie de la population a encore du mal à se nourrir. Elle constate également que les terrains des pays affamés sont abondamment exploités. N'y aurait-il pas un paradoxe, qui révèle une grande incapacité à gérer les territoires agricoles et leur production ? On peut notamment citer l'effarant cas de certains pays d'Afrique, des pays pauvres, dont les terres sont exploitées par des sociétés Asiatiques. La Bolivie s'indigne de cette situation et compte sur l'aide de tous les pays de l'ONU, qu'ils soient locataires, bailleurs ou extérieurs à ces marchés, pour régler ce désastre économique et alimentaire en trouvant une solution viable pour tous.

D'une part, la Bolivie, en tant que pays majoritairement agriculteur, tient avant tout à défendre les intérêts des pays à qui appartiennent ces terres. De plus, la Bolivie souhaite préserver la liberté des peuples à se nourrir grâce à leurs exploitations avant de chercher à faire du bénéfice. Pour cela, la délégation bolivienne souhaite faire passer des résolutions permettant aux citoyens de choisir pour leur pays, de décider par eux-mêmes s'il faut mieux gagner de l'argent par la location, ou bien nourrir sa population. Ceci est une problématique particulièrement importante dans des pays comme l'Ethiopie.

D'une autre part, la Bolivie souhaite des résolutions permettant de limiter ces locations, que cela soit dans le temps, ou par la façon dont elles sont utilisées. En ce qui concerne ce dernier point, on constate effectivement que les pays locataires préfèrent amener des travailleurs étrangers plutôt qu'embaucher les populations locales, ce qui ralentit finalement l'économie du pays loueur. De plus, les exploités étrangers imposent, de façon plus ou moins subtiles, leurs règles concernant le rythme de production et les normes, faisant perdre une partie de leur autonomie aux pays par exemple sud-américains, au profit de ces pays « colonisateurs ».

Pour assurer la bonne mise en place des résolutions qui seront prises pour régler ce problème, voire pour cesser les conflits qui surviendraient, la Bolivie souhaite réformer la FAO (*Food and Agriculture Organisation of the United Nation*, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) et notamment augmenter ses pouvoirs en ce qui concerne la justice et la gestion des terres agricoles, dans l'optique d'un futur où tout le monde mangerait à sa faim, mais surtout d'un futur où l'alimentation et l'agriculture serait des tremplins économiques justes et égaux pour tous.